

*Article 31 du Règlement*

Le passage actuel tombe en ruine. Il est tellement délabré que les autorités réduisent continuellement sa capacité. A l'heure actuelle, les camionnettes légères sont les plus gros véhicules qui puissent légalement le franchir. Tous les intéressés s'accordent pour dire que cet ouvrage doit être remplacé immédiatement. La voie du CN passe en plein milieu de la localité de Salmon River et représente un obstacle pour les autobus scolaires, les ambulances et les autopompes.

Je voudrais maintenant exhorter toutes les parties en cause, y compris le CN, l'Office national des transports, la province de la Nouvelle-Écosse et les municipalités, à travailler ensemble pour que la construction commence immédiatement et que le problème soit résolu d'une façon rationnelle et sûre.

Je voudrais aussi féliciter l'Office national des transports pour sa détermination, qui a permis l'adoption de cette ordonnance aujourd'hui.

\* \* \*

[Français]

**LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES**

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, aujourd'hui est la première journée de cette semaine que nous dédions à la petite et moyenne entreprise. Le gouvernement a choisi pour cette occasion le slogan «Croître aujourd'hui pour demain.»

Le cynisme de ce gouvernement est vraiment incroyable, monsieur le Président! D'une part, le gouvernement parle de croissance pour les PME canadiennes, et d'autre part, il tente d'imposer la taxe sur les produits et les services, la TPS, qui sera un cauchemar pour les petites entreprises.

[Traduction]

Je demande au gouvernement de retirer la TPS. Ce sera pour lui la meilleure façon de montrer qu'il appuie la petite entreprise qui, dans les dix dernières années, a créé 93 p. 100 des nouveaux emplois du secteur privé.

[Français]

La petite entreprise est le moteur de notre économie, monsieur le Président. C'est la petite entreprise qui a créé, durant les 10 dernières années, 93 p. 100 des nouveaux emplois dans le secteur privé.

Si le gouvernement conservateur prend à coeur les intérêts de la petite entreprise, il devrait retirer immédiatement la nouvelle taxe sur les produits et les services.

[Traduction]

**LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS**

**M. Brian O'Kurley (Elk Island):** Monsieur le Président, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a témoigné de son engagement envers la circonscription d'Elk Island en mettant en oeuvre le programme Développement des collectivités de Lamont-Two Hills. Ce programme vise à aider les travailleurs des localités qui ont de graves problèmes économiques, mais dont le potentiel de croissance est évident.

Pour que soit exploité au maximum le potentiel économique d'une localité, le programme est dirigé par des représentants locaux qui évaluent les besoins de la localité et qui recommandent une aide pour les entreprises, l'acquisition de nouvelles compétences ou le recyclage.

Dans le cadre du programme, le Centre d'aide aux entreprises de Lamont-Two Hills obtiendra du gouvernement fédéral un montant de 400 000 \$ pour continuer d'aider les petites entreprises de la région. Pendant la première année, 11 entreprises ont été créées ou maintenues grâce aux services techniques et financiers offerts par le centre. Ainsi, plus de 28 emplois à plein temps ou à temps partiel ont été créés ou maintenus.

Le programme Développement des collectivités témoigne manifestement de l'engagement que le gouvernement a pris envers nos collectivités rurales.

\* \* \*

**LA SEMAINE NATIONAL DES UNIVERSITÉS**

**M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, à l'occasion de la Semaine nationale des universités, qui a pris fin hier, les Canadiens ont pu réfléchir à ce qu'elles représentent pour l'avenir de leur pays et prendre conscience que le financement de nos établissements d'études supérieures était menacé.

Les salles de classe sont surpeuplées. Les professeurs ont moins de temps à consacrer à chacun des étudiants. Les subventions de recherche sont insuffisantes. Et pourtant les progrès scientifiques et techniques—notamment en médecine, dans les biotechnologies et les communications—dépendent de la recherche et de l'enseignement universitaire.

C'est pourquoi je me réjouis de l'ajout de l'éducation à l'ordre du jour de la prochaine conférence des premiers ministres, d'autant que cette question n'a pas fait l'objet de discussions depuis 1973.